

Le militant Pierre Stambul, de l'UJFP, a été interpellé par le Raid à cause d'un hacker

PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 9 JUIN 2015

Selon le préfet de police de Marseille, il s'agit d'un «canular très bien monté» par un «hacker». Stambul compte porter plainte, notamment contre la police.

«Le Raid a débarqué au domicile de notre camarade Pierre Stambul», s'alarme l'Union juive française pour la paix (UJFP), dans un **texte publié** sur son site internet mardi 9 juin 2015. « Les forces de police ont utilisé le protocole pour neutralisation de terroriste retranché armé, poursuit le communiqué. Faisant évidemment chou blanc, le Raid n'en a pas moins appelé la police nationale qui a emmené Pierre menotté. ». Selon le préfet de police de Marseille, Laurent Nunez, joint par Mediapart, le militant marseillais, co-président de l'Union juive française pour la paix, a été victime d'un «canular très bien monté» par un «hacker» pour l'instant encore non identifié.

Que s'est-il passé exactement ? Fils d'un résistant et rescapé du célèbre groupe Manoukian, Pierre Stambul, âgé de 65 ans, raconte ainsi son interpellation, joint au téléphone à Mediapart mardi en début d'après-midi : « lundi à 23h, j'ai reçu un coup de téléphone sur ma ligne fixe, qui est dans l'annuaire. J'ai décroché, on a raccroché. C'est comme ça que le Hacker Ulcan a pu pirater ma ligne. Il a ensuite téléphoné avec ma ligne à la police, en disant que j'avais tué ma femme, que j'étais armé et que je tirais sur tout ce qui bougeait. Mardi, à 3h50 du matin, le Raid a enfoncé les portes du lotissement où j'habite, plaqué au passage au sol le fils de mon voisin. Je suis sorti en disant : "monsieur Stambul ? C'est moi". Les hommes du Raid m'ont mis au sol très violemment, me frappant à la mâchoire. J'ai été menotté pendant plus d'une heure, alors que la femme que j'étais censé avoir tué était à deux mètres. Ils ont ensuite passé le relais au commissariat de police du huitième arrondissement de Marseille, qui a attendu trois heures pour m'entendre, et qui a encore

attendu trois heures après cela pour me relâcher, autour de 11h30. 7 heures de garde à vue pour un motif dont ils aurait pu vérifier l'inanité en deux minutes, et qui ressemblait qui plus est à trois autres agressions du même type qui ont déjà eu lieu. »

« Il y a deux mois, poursuit en effet Pierre Stambul, encore très choqué, il y a eu exactement la même agression que celle que j'ai subie, contre l'autre co-président de l'UJFP, Jean-Guy Greilsamer, arrêté également chez lui suite à un canular. Deux autres militants en ont également fait les frais. C'est toujours Ulcan, hacker confirmé, et la police se laisse encore prendre au piège, c'est scandaleux. Et croyez moi, vu la violence des policiers, un homme encore plus âgé que moi y serait resté».

Pour lui, son arrestation est directement liée au contexte international : « Depuis quelques jours, il y a une campagne folle en Israël, qui a peur de la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanction, lire notre enquête ici), et tous les jours nous recevons de menaces, relayées par le site JSSnews et par la ligue de défense juive, qui parle de l'"immonde Stambul"». Pierre Stambul ne compte pas en rester là, et annonce qu'il portera plainte dans les jours qui suivent contre le comportement de la police, de même que l'UJFP.

[[lire_aussi]]

«Dans la nuit, le commissariat du 9ème arrondissement de Marseille a reçu un appel d'un dénommé Pierre Stambul affirmant qu'il venait de tuer sa femme, explique de son côté Laurent Nunez, le préfet de police de Marseille. Il a laissé ses coordonnées. Les policiers ont procédé à un contre-appel au numéro indiqué, et l'homme a répondu en répétant qu'il avait tué sa femme, qu'elle avait un trou dans la tête et qu'il tirerait sur tout le monde.» Selon le préfet, les policiers ont eu recours à l'antenne marseillaise du Raid pour se rendre sur place vers 4h30 du matin. «Ils ont trouvé Pierre Stambul et sa femme vivante et l'ont placé en garde à vue pour dénonciation mensongère, car ils ont cru qu'il était à l'origine de l'appel», poursuit Laurent Nunez. Le militant a été libéré «vers 10h30».

Pierre Stambul devait participer ce mardi soir à une réunion à Toulouse, organisée par l'UJFP et le comité Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) pour dénoncer l'occupation par Israël de la Cisjordanie. Une conférence de presse devait être organisée par l'UJFP à 18 heures à Toulouse, en présence de Pierre Stambul.

Le préfet de police de Marseille indique avoir appelé l'UJFP pour présenter ses excuses pour cette « mauvaise interprétation » des policiers. Il souligne que le canular était « très bien monté », la technique du contre-appel étant « très étonnante ». « Cela ressemble beaucoup au mode opératoire de Grégory Chelli (le vrai nom d'Ulcan, ndlr) et nous avons demandé à M. Stambul de déposer plainte », dit Laurent Nunez. Grégory Chelli, alias Ulcan est un hacker franco-israélien déjà visé par plus **d'une demi-douzaine de procédures** pour des faits assez graves.

Adepte des canulars et autres impostures téléphoniques de mauvais goût, il avait notamment fait croire aux parents d'un journaliste de Rue89 **dont un article lui avait déplu** que leur fils était mort, au début du mois d'août 2014. Puis dans le même registre, Ulcan s'était ensuite fait passer pour Pierre Haski, fondateur de Rue 89, en faisant croire à la police qu'il venait de tuer sa compagne, et en provoquant – là encore – une intervention policière nocturne et traumatisante au domicile du journaliste. La même chose était arrivée voici quelques jours au négationniste Robert Faurisson. Les conséquences graves de ces impostures avaient amené le ministère de l'intérieur à alerter tous les commissariats, les incitant à la prudence en cas d'appel suspect, en recourant notamment à la procédure du contre-appel. Ce qui n'a manifestement pas suffi ici.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.